



partageons les connaissances au profit des communautés rurales
sharing knowledge, improving rural livelihoods

PROGRAMME DE RADIO RURALE

No 05/4

FEMMES ET AGRICULTURE



Le CTA est financé par
l'Union Européenne

Le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) a été créé en 1983 dans le cadre de la Convention de Lomé entre les États du Groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et les pays membres de l'Union européenne. Depuis 2000, le CTA exerce ses activités dans le cadre de l'Accord de Cotonou ACP-CE.

Le CTA a pour mission de développer et de fournir des services qui améliorent l'accès des pays ACP à l'information pour le développement agricole et rural, et de renforcer les capacités de ces pays à produire, acquérir, échanger et exploiter l'information dans ce domaine.

La Radio rurale

La radio demeure, malgré l'essor des nouvelles technologies de l'information, l'un des outils de communication parmi les plus importants dans les communautés rurales ACP.

Le CTA a commencé à soutenir la radio rurale en 1991. Depuis, chaque année, une série de packs de radio rurale (PRR) est produite. Chaque pack concerne un sujet spécifique, du stockage des récoltes aux petits ruminants en passant par le manioc et la fertilité des sols. Le choix des sujets dépend des suggestions de nos partenaires ACP. 51 packs sont disponibles. Chaque pack comprend du matériel radio sur le sujet concerné, des interviews sur cassette ou CD, une transcription des interviews et un dossier d'introduction pour le présentateur, des documents complémentaires et un questionnaire pour les utilisateurs afin de recueillir leur commentaires.

Vous pouvez trouver la plupart des packs sur le site web des PRR,
<http://ruralradio.cta.int/>.

CTA
Postbus 380
6700 AJ Wageningen
Pays-Bas

Site Web : www.cta.int



partageons les connaissances au profit des communautés rurales
sharing knowledge, improving rural livelihoods

PROGRAMME DE RADIO RURALE

No 05/4

FEMMES ET AGRICULTURE

CTA Centre technique de coopération agricole et rurale
Postbus 380, 6700 A J Wageningen, Pays Bas
Tél (31) (0) 317 467100 Fax (31) (0) 417 467067
<http://www.cta.int>

produit pour le CTA par WRENmedia
Fressingfield, Eye, Suffolk, IP21 5SA, UK.
www.wrenmedia.co.uk

CTA
Programme de radio rurale
2005/4
FEMMES ET AGRICULTURE
FICHE TECHNIQUE

Introduction

Il est difficile d'évaluer précisément la contribution des femmes au secteur agricole, en raison de l'absence de statistiques, mais la FAO (www.fao.org/Gender/en/agrib4-e.htm) estime qu'en Afrique sub-saharienne les femmes rurales fournissent 80 pour cent des denrées nécessaires à la subsistance de la population, que ce soit au niveau des ménages ou a des fins de vente.

Quand la saison bat son plein, les femmes consacrent six à huit heures par jour aux travaux agricoles, en plus des travaux ménagers. La journée des femmes rurales est généralement entre 1,5 à 3 fois plus longue que celle des hommes. Les femmes sont également majoritaires dans le secteur de la transformation et de la distribution des produits agroalimentaires, et ces activités s'ajoutent le plus souvent a leur travail purement agricole.

Dans le monde rural africain, les inégalités entre hommes et femmes sont souvent flagrantes et se constatent notamment dans la manière dont l'accès à des ressources clés est possible ou non, telles que:

- ◆ La terre, l'eau, le crédit, la main d'œuvre, les outils.
- ◆ Les ressources sociales et politiques : avoir été à l'école, être membre d'une organisation, être leader, avoir suivi des formations, savoir parler en public.
- ◆ Le temps, qui est une ressource rare surtout pour les femmes qui assument une double journée de travail.

Pourtant à cause des ravages du Sida et des migrations, probablement 30 pour cent environ des foyers ruraux africains sont maintenant dirigés par une femme.

Accès à la terre

Les femmes rurales ont le plus souvent des droits d'occupation des terres (droits de propriété, de contrôle et d'utilisation) très limités. Elles ont toujours eu traditionnellement peu de contrôle sur la terre, mais la situation a empiré suite à la désaffectation des cultures vivrières au profit des cultures commerciales. Et bien que la proportion de femmes chef de famille rurale continue à augmenter, moins de 2 pour cent de toute la terre appartient aux femmes.

Dans de nombreuses sociétés, même si la législation le permet, la tradition est souvent un obstacle à la propriété des femmes, que ce soit par acquisition ou par héritage. En effet certaines lois modernes sur le régime foncier reconnaissent la propriété conjointe du mari et de la femme mais dans la pratique, ce n'est guère suffisant, car l'homme est souvent le seul à pouvoir obtenir un crédit pour acheter les intrants (semences, outils et engrais).

Dans certains pays, les femmes ont le droit d'hériter et d'être propriétaire de la terre, mais la tradition veut que l'utilisation de la terre soit décidée par les hommes, qui sont les seuls à être officiellement reconnus comme agriculteurs. Au Mali par exemple, le code foncier connaît des problèmes d'application et d'interprétation. Malgré la publication de plusieurs textes d'application, la législation foncière reste faiblement appliquée dans la réalité. Les contraintes à la mise en application sont non seulement d'ordre organisationnel mais aussi sont dues aux différences entre la logique de la gestion coutumière et celle du droit foncier moderne. En effet le code est mal connu des populations, des élus, et même de certains cadres de l'administration. En fait, il semble bien qu'une collaboration des deux systèmes, moderne et coutumier, soit nécessaire car la coutume est incontournable pour favoriser l'accès et la gestion saine et durable de la terre aux femmes.

Accès aux moyens financiers

Les disparités entre hommes et femmes rurales sont encore plus marquées pour les aspects liés à l'accès à l'épargne et au crédit. Les ressources monétaires proviennent d'origines diverses mais n'ayant pas de contrôle sur les fonds propres constitués de l'épargne du ménage, les femmes s'associent par affinité et décident de constituer des tontines qui apparaissent aujourd'hui comme le moyen de financement le plus utilisé par les femmes rurales les moins nantis. Les tontines ne sont pas l'apanage des femmes mais elles permettent à beaucoup de mettre en place une activité génératrice de revenus ne dépendant pas de l'agriculture.

Face à l'inexistence ou à l'insuffisance des formes de mobilisation de l'épargne, les populations investissent sur plusieurs formules en vue de satisfaire leurs besoins de financement. On remarque, cependant, que tant pour les prêts à intérêts consentis par des commerçants à des taux d'usure que pour les crédits fournisseurs ou les hypothèques sur la récolte contractées pendant les périodes de soudure, les femmes sont très peu représentées au niveau des créanciers, comme parmi les débiteurs.

Dans les zones rurales, les conditions de crédit des systèmes financiers décentralisés des institutions de crédits existants (taux d'intérêt, garanties, échéances de remboursement etc.) et les préjugés socioculturels limitent l'accès des femmes à ces structures. Des lignes de crédit sont cependant mises en place par de plus en plus d'institutions de micro-finance et par les projets de développement qui ciblent principalement les groupements féminins ou mixtes : les femmes sont en effet reconnues de façon générale comme de

bonnes gestionnaires par les institutions de micro-crédit. Ces lignes de crédit sont donc plus favorables aux femmes mais leur capacité à couvrir les besoins globaux de ces femmes reste limitée.

Accès aux autres ressources agricoles

Les femmes sont également le plus souvent marginalisées pour l'accès aux équipements, à l'outillage et à certaines infrastructures de base. La situation n'est pas différente pour les intrants, les technologies et la formation. En principe les femmes et les hommes ont accès au même titre aux engrais, aux semences, aux produits phytosanitaires et vétérinaires; mais on a partout noté une facilité plus grande pour les hommes. De même, les technologies nouvelles sont plus accessibles aux hommes qu'aux femmes. Cette disparité est la conséquence de la faiblesse ou du manque de formation des femmes rurales dont beaucoup sont analphabètes mais aussi au fait que la vulgarisation agricole est dirigée vers les hommes et que les fonctionnaires ne se préoccupent pas de savoir si cela reflète les réalités des milieux paysans. De plus dans beaucoup de pays, les vulgarisateurs sont eux même des hommes et des éléments culturels les empêchent souvent d'organiser des séances avec les femmes. Ainsi même dans les pays où il y a des femmes vulgarisatrices agricoles comme au Cameroun, elles ne représentent 3,2 des effectifs.

Les inégalités menacent la sécurité alimentaire de toute la famille

Simultanément à toutes leurs tâches ménagères, les femmes rurales assument l'essentiel de la responsabilité de la production alimentaire familiale. Pourtant les programmes nationaux ou internationaux visant à améliorer la sécurité alimentaire prennent rarement en compte les connaissances et les opinions des femmes sur les variétés de cultures et les systèmes de plantation. De ce fait, le rôle vital que jouent les femmes dans la sécurité alimentaire, grâce à la production et à l'amélioration des cultures vivrières, a souvent été négligé. Ignorer les femmes comme productrices agricoles et gestionnaires des ressources, signifie donc retarder la réalisation des objectifs de la sécurité alimentaire.

De plus, les problèmes auxquels sont confrontés les ménages dirigés par une femme, varient selon leur niveau d'accès aux ressources productives, y compris les techniques agricoles modernes. Des études menées dans certains pays africains montrent que l'absence de main-d'œuvre masculine peut provoquer des variations dans la production et aboutir à l'adoption de cultures moins exigeantes en main-d'œuvre mais aussi moins nourissantes ou à des baisses de rendement et de production. Au Ghana par exemple, le manque de main-d'œuvre masculine pour le débroussaillage a provoqué l'allongement des rotations des cultures, les femmes étant incapables d'effectuer cette tâche avec les outils existants. Il en est résulté une baisse de la fertilité de la terre et des rendements et une augmentation de l'érosion du sol.

Le manque de technologie réduit la capacité des femmes, non seulement à produire suffisamment des vivres et un revenu adéquat, mais aussi à assurer l'entretien et le soin des membres de la famille. Cette situation a abouti à des modifications dans les habitudes culinaires, à la limitation des repas et à la baisse de leur niveau nutritionnel. Dans certains cas, la malnutrition des enfants s'est accrue car la sécurité nutritionnelle dépend souvent de ressources non alimentaires comme la garde des enfants, les soins de santé, l'eau potable et le combustible.

Internet Sources

FAO - Banque Mondiale - African Centre for Gender and development-
Food First Information and Action Network - Association « Le monde
selon les femmes »

Quelques suggestions de thèmes supplémentaires à traiter lors de vos émissions

- Les femmes et la sécurité alimentaire: Quelles stratégies mettent elles en place ? Stratégies traditionnelles ou nouvelles ? Comment accèdent-elles aux ressources (terre, eau, semences) pour appliquer ces stratégies ? Sont-elles aidées ? Par qui ?
- La question du foncier, de l'accès à la terre, de la propriété: Quelle est la situation actuelle dans votre pays ? Est-ce que le droit coutumier a une influence très importante ? Quels sont les problèmes précis auxquels elles doivent faire face ? Qu'est ce qui est fait pour améliorer leur statut a cet égard ? Par qui ? Qui les aide ? Quels avantages supplémentaires peuvent-elles tirer d'un titre de propriété si elles y ont accès ?
- Le micro-crédit : Comment l'obtenir ? Est ce facile ? Comment est-il utilisé? Est ce vraiment utile pour elles ou est ce pour le mari ?
- Technologies et techniques agricoles nouvelles: Y ont-elles accès ? Sinon pourquoi ? Il existe des techniques spécifiquement destinées et adaptées aux femmes: lesquelles ? (moulins a décortiquer etc...)
- La formation des femmes en matière d'agriculture: Y ont-elles accès ? Comment a se déroule ? Qu'est ce qu'il y a de spécifique qui n'est pas applicable aux hommes ? Est-ce que ça apporte des changements ailleurs dans la société ?
- Les femmes, chefs de famille à cause de l'immigration et du Sida: Les conséquences sur l'agriculture sont multiples. Quelles sont-elles ?
- Les problèmes de santé spécifiques aux femmes et leurs conséquences sur l'agriculture, notamment le SIDA: Quels sont leurs problèmes spécifiques ? Est-ce qu'il y a des mesures spécifiques pour aider les veuves du Sida qui restent au village ?
- Les groupements féminins : Est-ce qu'ils sont vraiment efficaces ? Apportent-ils un plus pour les femmes individuellement ou sont-ils simplement un outil pour capter des fonds ? Quel rôle jouent-ils dans l'agriculture ?
- Les alternatives à l'agriculture pour les femmes rurales: Est-ce que ces alternatives sont forcément en ville ? Si oui, lesquelles ? Si non lesquelles ? Pourquoi ? Est ce un phénomène très répandu ? Est-ce une manière de s'émanciper ?

CTA

Programme de radio rurale - 2005/4

FEMMES ET AGRICULTURE

Rôle essentiel des femmes dans l'agriculture	3'03
La productivité des femmes bien supérieure à celle des hommes.	4'19
Les femmes encore victimes de discrimination pour l'accès à la terre.	10'26
Une autre ressource souvent fermée aux femmes: la vulgarisation agricole.	11'47
L'impact du Sida sur les femmes rurales	6'25
Les revenus non agricoles constituent la première ressource des femmes rurales	4'44

FEMMES ET AGRICULTURE

Rôle essentiel des femmes dans l'agriculture

CHAPEAU:

Malgré le rôle essentiel des femmes dans l'agriculture, il semble incontestable que l'accès aux ressources leur demeure difficile. Le point de vue d'une femme paysanne, Madame Charlotte Sama qui cultive le riz dans l'Office du Niger au Mali. Elle répond aux questions de Filifing Diakité.

DURÉE DE LA BANDE: 3'03

- Sama** Les hommes ont une partie minime par rapport à la femme selon les activités rurales, La femme c'est la cuisine, la femme c'est le champ, la femme c'est la transformation, la femme c'est tout, quoi ! Même chez nous c'est pas la cueillette seulement, le repiquage c'est la femme, le liage c'est la femme, tu vois, donc la femme a beaucoup de rôles à jouer dans le ménage...
- Diakité** *Donc vous confirmez que la femme a une position stratégique dans tout le système de l'agriculture... Maintenant, parlant de perspectives pour les femmes, selon vous, quelles sont les priorités à régler pour les femmes ?*
- Sama** Tout ce que l'état doit voir d'abord, que une femme doit avoir accès à la terre et puis accès à des crédits ...à des crédits aussi à des taux d'intérêt justifiés et vérifiés ...parce que ce sont les taux de crédit qui nous noient actuellement. Tu vas voir une femme qui va prendre un crédit et puis elle s'engager dans l'agriculture ... une année seulement et on vient seulement avec les huissiers ... on enlève les armoires, les tapis et consorts ... donc les crédits bancaires là, ça nous noient quoi ...
- Diakité** *Est-ce que c'est les femmes seules qui prennent les crédits ? Est-ce que les hommes aussi ? Ou bien les hommes honorent et les femmes n'arrivent pas à honorer ?*
- Sama** La femme accepte facilement les crédits des caisses donc il y a des hommes même qui poussent leurs femmes à aller prendre des crédits et puis arrivée à la maison, maintenant l'argent revient à son mari. Et au moment maintenant de payer les crédits là ... la femme ne peut pas payer ...

Diakité

Est ce que c'est le système des Caisses d'Épargne qu'on connaît qui n'est pas bon, qu'il faut revoir ou bien c'est parce que les hommes se mêlent de la productivité des femmes ?

Sama

Ce sont les systèmes des Caisses même qui ne sont pas bons au départ. Si les systèmes de crédit des Caisses étaient bons au départ, cela n'allait pas venir. Même les hommes qui prennent l'argent avec leurs femmes, en fin de compte, si la femme se présente devant un huissier comme ça pour payer l'argent, l'homme sait bien comment faire aussi pour venir à la femme !

Diakité

Est-ce que vous êtes convaincue encore que à travers l'agriculture, les femmes peuvent s'en sortir ?

Sama

Je suis bien convaincue ! Parce que moi même, bon je n'ai pas fait les longues études mais depuis que je suis venue dans la zone Office du Niger, dans les années 89, ma première chose était de m'installer et puis faire l'agriculture. Je voulais commencer par le commerce et puis j'ai vu ça et ça ne va pas marcher parce que les crédits ne se payent pas donc euh Tu sais en Afrique ici, il y a parenté, parenté là, même si on ne te paye pas, tu ne peux pas autrement ... Voilà pourquoi je me suis lancée dans l'agriculture, j'ai prévu mon riz et je le vends – payé comptant avec les commerçants.

FEMMES ET AGRICULTURE

La productivité des femmes

CHAPEAU:

Etant donné les multiples tâches qui leur incombent, autant au champs, que dans leur ménage et avec leurs enfants, il est généralement admis que les paysannes africaines ont une productivité agricole bien inférieure à celle des hommes. Grossière erreur, affirme Gaston Agossou, ingénieur agronome béninois, professeur à la faculté d'agronomie de Cotonou et auteur d'une étude sur la question. Selon cette étude effectuée dans plusieurs villages du centre du Bénin dont le village de Loulè, la productivité agricole des femmes et les apports féminins à la production des principales cultures est nettement supérieure à celle des hommes. Il en dit plus au micro de Euloge Aidasso

DURÉE DE LA BANDE : 4'19

- | | |
|----------------|---|
| Agossou | L'originalité donc de cette étude est que, contrairement à ce que l'on pense, grâce à leur dynamisme ont des productivités qui ne présentent pas de différences significatives avec celles observées au niveau des exploitations tenues par les hommes. |
| Aidasso | <i>Est ce à dire que les femmes sont plus performantes que les hommes ou bien il y a des situations qui leur sont beaucoup plus favorables?</i> |
| Agossou | Oui, nous sommes ici dans un village essentiellement agricole, c'est à dire que le village de Loulè est un village où l'activité prédominante est l'agriculture ...alors dans un tel contexte les femmes du village, disons se battent sérieusement pour avoir accès aux facteurs de production au même titre que les hommes, se battent pour avoir accès à l'encadrement technique au même titre que les hommes, de telle sorte qu'au finish, nous avons des résultats sensiblement égaux à ceux des hommes dans le village. Et ça c'est au niveau donc de la productivité, c'est à dire de la production par unité de surface. Mais compte tenu déjà de leur nombre plus important dans la population en général et du fait aussi que les actifs féminins, enfin la population active féminine est supérieure à la population active masculine dans le village, nous constatons que les femmes ont même un apport « macro » supérieur à celui des hommes. |
| Aidasso | <i>Alors Monsieur Gaston Agossou, quand on voit un peu l'étude que vous avez faite, cela a beaucoup plus trait au riz et vous avez fait des recherches là dessus, mais est-ce qu'en définitive vous avez le</i> |

sentiment que elles sont présentes au niveau de tous les maillons de la production ?

Agossou

En réalité, si vous lisez très bien l'étude, c'est vrai dans le village de Loulè, le riz est une culture vivrière importante mais nous ne nous sommes pas limités à l'étude de la filière riz. Nous avons fait également des investigations sur le maïs, sur le niébé et sur le coton première culture de rente. Donc les conclusions que nous tirons de cette étude sont basées sur les investigations faites sur les quatre cultures à la fois : le coton, le riz, le maïs et le niébé. Et les femmes sont aussi actives dans le riz que dans le maïs, que dans le niébé et, nous le précisons, sur le coton qui est la première culture de rente du village, la première culture de rente du pays en fait.

Aidasso

Mais le coton, les produits de rente sont l'apanage des hommes habituellement, c'est ce qu'on apprend !

Agossou

Oui, tout à fait ! Habituellement les hommes préfèrent se consacrer aux cultures de rente et laisser le secteur vivrier aux femmes mais, comme je vous l'ai dit, vous avez des cas, et c'est l'exemple du village de Loulè, un village essentiellement agricole où les femmes ne laissent pas le secteur cotonnier seulement aux hommes. Elles sont aussi bien actives sur les cultures vivrières que sur le coton et les résultats de notre étude montrent qu'elles ont des emblavures assez importantes, qu'elles se battent pour avoir accès aux intrants du coton et que les résultats obtenus sont qualitativement et quantitativement importants. Lorsque vous prenez une exploitation agricole tenue par un homme, il faut savoir que ce sont tous les actifs du ménage qui participent aux travaux de l'exploitation, y compris les actifs féminins ...oui bien sûr ... parce que l'homme est le chef du ménage, l'homme est le chef de l'exploitation et en même temps chef du ménage agricole. Donc tous les actifs présents dans le ménage travaillent sur son exploitation. Cela est un fait mais quand vous prenez les exploitations agricoles tenues par les femmes, mais la femme n'utilise les actifs féminins et si elle doit ...si elle a besoin de davantage, les actifs masculins de son exploitation ne peuvent l'aider que lorsque les travaux sont terminés dans l'exploitation tenue par le chef de ménage ou alors elle fait recours à de la main d'œuvre salariée. Donc c'est pour vous dire que, effectivement, pour comptabiliser très correctement la contribution des femmes à la production aussi bien vivrière que de rente, il faut non seulement comptabiliser ce qu'elles ont fait dans leurs propres exploitations mais également leur attribuer une part dans ce que les hommes affichent, ce qui n'est pas le cas pour les hommes.

FEMMES ET AGRICULTURE

Les femmes encore victimes de discrimination pour l'accès à la terre.

CHAPEAU :

Le foncier est depuis longtemps une préoccupation majeure de tout un chacun en Afrique étant donné l'enjeu énorme: l'accès à la terre ! Cette question touche, il faut dire, à des domaines délicats comme l'héritage colonial, l'influence de la religion, la persistance du droit coutumier souvent en conflit avec le droit moderne, le droit des nouveaux arrivants à exploiter ou non la terre et bien entendu la place des femmes dans la société. Les gouvernements se font l'écho de ces préoccupations puisque dans pratiquement tous les pays d'Afrique, des révisions du code foncier sont en cours. Le Mali, pays en majorité islamique ne fait pas exception et Filifing Diakite a enquêté :

DURÉE DE LA BANDE : 10'26

Studio

Fatimata Djourté Dembélé est juriste et spécialiste du droit foncier. Elle a participé depuis 7 ans à la rédaction du nouveau Code Domanial et Foncier au Mali en se battant particulièrement pour le droit des femmes pour un accès à la terre. Un des principaux problèmes selon elle, est la prévalence du droit coutumier, notamment en matière de succession.

Djourté

Il y a une loi qui est là. Il y a le Code Domanial et Foncier qui est là, qui dit que l'accès est égal pour les hommes et les femmes, qui ne fait pas de distinction entre les hommes et les femmes en ce qui concerne l'accès à la terre. Mais ce qu'il faut ajouter c'est qu'au niveau justement de ce Code Domanial et Foncier, on assiste à ce qu'on appelle le maintien des us et coutumes en ce qui concerne la distribution de la terre. Donc la coutume reste un moyen d'accès à la terre. Et on sait que généralement les coutumes sont défavorables aux femmes dans ce domaine puisque les chefs coutumiers donnent la terre surtout aux chefs de famille. Dans ce contexte là, les femmes ont beaucoup de difficultés à accéder à la terre au niveau rural. Elles ont accès à des parcelles qu'on leur attribue dans le domaine familial que le chef de famille met à leur disposition, uniquement pour la production de la famille, uniquement pour apporter leur soutien en ce qui concerne l'alimentation de la famille parce qu'en milieu rural c'est la femme qui assure en général l'alimentation de la famille. Et elle rencontre des problèmes parce que dans ce domaine là, même si elles ont ces parcelles là, elles n'ont pas droit aux autres moyens de production. Ça veut dire quoi, ça veut dire qu'elles ont beaucoup de peine à avoir accès aux engrais, à avoir accès disons aux marchés agricoles, aux méthodes modernes de production et elles

rencontrent également des problèmes en ce qui concerne l'accès même à la formation, en ce qui concerne l'utilisation des méthodes modernes de production.

Diakité

Il a été souvent question de l'influence de la religion, dans le domaine de l'accès des femmes à la terre ou même de l'exploitation de la terre ou la situation économique des femmes. Est-ce que ... comment cette influence se fait ?

Djourté

L'Islam, en principe, pour ceux qui connaissent les textes coraniques, l'Islam ne devrait avoir aucune influence sur l'accès des femmes à la terre mais on se rend compte que ce problème se pose parce qu'il faut dire que la religion est mal connue. Et à travers justement cette religion, beaucoup de personnes pensent que une femme ne peut pas accéder à la terre par voie d'héritage alors qu'à travers les études que nous avons menées, rien ne s'oppose à ce que une femme accède à la terre et nous avons des exemples ou des femmes ont accédé à la terre, étant toutes seules au niveau du monde rural. Ce qui est certain c'est qu'on se dit que la loi dit qu'une femme seule, des femmes seules ne peuvent pas purger une succession. Mais cela est différent du contexte actuel où on se dit que les femmes ne doivent pas accéder à la terre parce que la terre est liée à la masculinité, la terre est liée à la situation des hommes qui restent chefs de famille et dans ce contexte on se dit que la femme n'a pas accès à la terre: c'est un mélange de coutumes... c'est en fait la coutume qui est en fait appliquée dans ce domaine plutôt que la religion.

Diakité

On est en train de revoir la Loi sur la Famille, malgré qu'il y ait le Code Domanial et Foncier... Il y a même un processus engagé d'orientation agricole ... Est ce à dire qu'on n'a pas encore trouvé le bon texte qui régisse la situation ? Est-ce qu'on peut compter sur le projet de Code de la Famille ?

Djourté

On peut compter sur le projet s'il est adopté dans le contexte qui a prévalu à la rédaction des articles qui doivent constituer justement ce Code du Mariage et des ... ce Code des Personnes et de la Famille. Parce que ce qui est évident c'est que nous n'avons pas encore à présent au Mali de textes pour régler les successions. Mais dans ce projet de Code. Il est prévu une méthode pour gérer la succession des personnes décédées parce que dans ce contexte là, on peut, une femme peut avoir droit à la terre, une femme peut avoir droit à une part de la succession sans que une discrimination ne soit faite. Et comme ça a été proposé par le projet, il doit simplement y avoir au niveau de l'adoption du texte, on doit faire référence à deux méthodes de succession. Et l'un des méthodes

c'est d'avoir recours à une loi moderne c'est à dire l'égalité entre l'homme et la femme. Donc si on se réfère vraiment aux concertations régionales qui ont eu lieu, si on se réfère à la Synthèse Nationale qui a eu lieu en ce qui concerne ce projet, la solution peut être trouvée.

Diakité

Dernière chose, est-ce que vous estimez que les femmes mises sur le même pied d'égalité que les hommes par rapport à l'accès à la terre, à l'exploitation de la terre, elles peuvent sortir, elles peuvent arriver à une situation économique meilleure?

Djourté

Cela est évident, elles peuvent avoir une situation économique meilleure si elles accèdent à la terre au même titre que les hommes et cela peut avoir une grande influence sur le développement du monde rural dans la mesure où on sait que les femmes représentent plus de 75% des travailleurs du secteur primaire. Donc si leur situation s'améliore, la situation du milieu rural va s'améliorer et cela va avoir une répercussion au niveau national, sur le développement national.

Studio

Mais pour Ibrahima Coulibaly, président de la Coordination Nationale des Organisations Paysannes du Mali, l'accès des femmes à la terre est en fait un faux problème. Pour lui il ne s'agit pas du tout de droits de la femme.

Coulibaly

Quant on veut se représenter pour discuter des questions de développement et de politique, il faut que tous les profils soient présents. C'est à dire qu' il n'y a pas que les femmes, il y a les femmes, il y a les jeunes, il y a les vieux ... Il faut comprendre que tout cela, c'est à l'intérieur de la famille que ça se fait et donc on ne peut pas poser le problème de la femme en dehors de la famille. Nous pensons que ça c'est une grosse erreur parce que si vous posez le problème en dehors de la famille, c'est que vous singularisez la femme. Et si vous singularisez la femme, vous ne pouvez pas par exemple régler le problème d'accès de la femme au foncier si vous ne réglez pas d'abord le problème de la famille au foncier ! Parce qu'aucune famille dans notre pays n'a la sécurité foncière, en tous cas pas les familles paysannes. Si vous voyez quelqu'un qui a la sécurité foncière, c'est un commerçant des villes, c'est un fonctionnaire. Aucun paysan n'est sécurisé. Donc pour que la femme puisse être sécurisée sur cette question, il faut que la famille d'abord soit sécurisée. Vous savez le foncier c'est la terre et les ressources naturelles qui sont sur la terre et donc vous savez que quand vous prenez un champ qui appartient à une famille, la plupart du temps, vous savez, il y a du karité, des pieds de karité et les noix de karité c'est pour les femmes. Donc ça c'est

un bien qui est d'emblée réservé aux femmes. Vous ne trouverez aucun homme qui va vouloir prendre les noix de karité pour les vendre. C'est un bien qui appartient aux femmes et je connais des femmes qui ont acquis leur promotion sociale, qui ont même quitté leur mari pour aller s'installer dans les villes. Donc c'est pour dire que dès que la femme a accès à une certaine autonomie financière, elle peut acquérir tous les droits. Mais pour ce qui est de la question foncière, on ne peut pas régler cela par rapport à la question des femmes, c'est trop compliqué. Mais je pense que ce qu'il faut faire, c'est de permettre à la femme une autonomie financière. Ça c'est important et les gens font souvent l'erreur de brader les droits de la femme mais on ne pourra jamais donner des droits à la femme tant qu'on ne va pas permettre à la femme d'avoir une certaine aisance financière. C'est ça qu'il faut régler avant de brandir les droits de la femme.

Diakité

On dit que la terre c'est le capital le plus sûr. Je pense que c'est de ce côté aussi qu'on peut voir comment assurer une autonomie financière à la femme ?

Coulibaly

Vous savez dans notre pays, je ne parle pas des zones où les disponibilités sont nulles, mais je peux vous assurer que dans la majeure partie du Mali, pour les femmes, il n'y a pas de marginalisation de fait. C'est à dire on ne dit pas aux femmes « Vous n'avez pas le droit de cultiver la terre parce que vous êtes femmes ». Et la plupart du temps, les femmes ont des lopins, dans chaque famille paysanne, sur lesquels elles cultivent des condiments comme le gombo, le piment et d'autres choses qui leur permettent d'avoir un apport souvent très important. Souvent elles ont des potagers qui sont clôturés par des hommes, pour elles, pour qu'elles puissent pendant la saison, la contre-saison, faire des cultures légumières. Mais si vous voulez aujourd'hui poser le problème en termes de sécurisation uniquement de la femme, vous allez faire exploser toutes les familles paysannes et c'est ça que nous, on dit. Nous, on pense que les femmes a les mêmes droits que chaque homme dans une famille. Donc si la famille est sécurisée, si aujourd'hui, dans le cadre de la politique agricole, l'état reconnaît que les familles ont la propriété de leurs terres donc en cas d'héritage par exemple, effectivement la femme aura les mêmes parts que les hommes. Pour nous, notre vision c'est ça. L'homme ne vaut pas mieux que la femme mais on ne peut pas aujourd'hui copier des modèles ...parce qu'on dit, la femme a une certaine promotion sociale en Occident, qu'on copie, qu'on vient brandir les mêmes droits ici alors qu'on n'a pas mis les préalables. Pour moi le préalable, c'est d'abord permettre une promotion sociale et socio-économique qui, avec la famille paysanne, puisse

se moderniser en ayant accès aux financements, qu'elle puisse investir, que la terre devienne plus accessible et dans ça, définir les droits de chaque membre de la famille, femme et homme.

FEMMES ET AGRICULTURE

Une autre ressource souvent fermée aux femmes: La vulgarisation agricole

CHAPEAU:

Malgré leur rôle primordial dans l'agriculture, les femmes rencontrent toutes sortes de difficultés pour accéder aux ressources nécessaires pour une agriculture productive : le droit coutumier les empêche souvent d'être propriétaire de la terre; n'étant pas propriétaire et n'ayant donc pas de garantie, l'accès au crédit et donc aux intrants leur est également difficile et pour couronner le tout, le savoir agricole, source de progrès potentiel et de meilleur rendement, leur est souvent rendu impossible à cause d'horaires incompatibles avec les vulgarisateurs ou à cause d'interdits sociaux. Examinons la situation dans deux pays différents, le Bénin et le Cameroun.

DURÉE DE LA BANDE : 11'47

Studio

Kassimou Issaka est ingénieur agronome et socio-économiste au Bénin. Il est l'auteur d'une étude universitaire sur l'accès des femmes aux principales ressources productrices dont notamment les services de vulgarisation. Il explique au micro de Euloge Aidasso pourquoi les femmes sont tenues à l'écart de cette ressource pourtant si importante.

Kassimou Issaka

Lorsque je prends la ressource « vulgarisation agricole », à ce niveau, nous avons constaté que les femmes ne participent souvent pas aux séances de formation organisées par les agents vulgarisateurs. Et ceci s'explique par le fait que ces femmes n'ont souvent pas le temps de participer aux séances de démonstration organisées par les services de vulgarisation qui, vous le savez, ne travaillent que de 8 heures à midi 30 et de 15 heures à 18 heures 30, heures au cours desquelles les femmes sont en train de vaquer à leurs occupations ménagères. Ça leur prend énormément de temps. Pendant ce temps, l'agent vulgarisateur que nous appelons communément A.V.A, Agent de Vulgarisation Agricole, est déjà sur le terrain avec les hommes, en train de leur apprendre des techniques culturales. Au moment où la femme est prête pour se rendre dans son champ, il est déjà midi c'est à dire une fois ses enfants revenus de l'école, en ce moment l'agent vulgarisateur n'est plus sur le terrain. Donc elles n'ont de temps que pratiquement le soir ou carrément les week-ends. C'est pourquoi nous nous sommes dit, ces femmes, on peut les considérer comme des agricultrices de midi ou des agricultrices de week-end.

Aidasso

A part l'incompatibilité des calendriers qui représente un facteur d'exclusion des femmes à ces séances d'information sur les

technologies, quels autres facteurs amènent les femmes à ne pas pouvoir assister à ces rencontres ?

Kassimou Issaka

L'autre facteur qu'on peut citer, c'est le fait que les hommes n'acceptent pas facilement qu'un agent vulgarisateur ou même un enquêteur, un simple enquêteur, interroge ou travaille avec les épouses, en leur absence. C'est à dire qu'ils tiennent à ce qu'ils soient là pendant qu'on s'entretient avec leurs femmes, leurs épouses. Moi particulièrement au moment où je faisais la collecte de mes données, il m'est parfois, sinon toutes les fois, été de constater que c'est presque impossible d'interroger une femme au moment où son mari n'est pas présent. Ils tiennent à rester à coté et à entendre ce que vous êtes en train de leur demander et parfois même de réagir et de répondre à leur place. Lorsque vous leur demandez de laisser la femme répondre, ils vous disent qu'elles n'ont pas droit à la parole lorsque nous on est là ! Et cela constitue un frein parce que l'agent vulgarisateur qui est un homme a besoin quand même de s'entretenir avec les femmes.

Aidasso

Mais est-ce que les hommes, après avoir participé aux séances de vulgarisation des technologies agricoles, font une restitution aux femmes?

Kassimou Issaka

On ne peut pas parler de restitution dans ces conditions là parce qu'on dit que les formations se font souvent, et surtout, au niveau des parcelles de démonstration. Dès que les formations sont terminées vont dans leurs champs respectifs pour aller appliquer les techniques apprises. Donc à ce moment là les femmes sont à la maison et elles ne sont sollicitées que pour des activités tels que le semis ou la récolte qui ne nécessitent pas de grandes compétences : vous savez en matière de position agricole, c'est surtout la préparation des sols et l'entretien de la culture qui constituent le gros lot du travail. Une fois cette étape passée, les femmes sont beaucoup plus sollicitées. Or à ce moment là, on n'a pas besoin de grandes compétences. Donc la restitution ne se fait pas en tant que telle et les quelques rares femmes qui ont peut être la chance de participer à ces genres de séances, je veux nommer les veuves, les divorcées, elles n'ont pas droit à la parole parce que souvent ils disent que là où le coq chante, la poule n'a pas à chanter ! Ça veut dire quoi ? Lorsque la femme par exemple a la chance de participer à une séance de formation, elle ne peut même pas poser de questions sans regarder dans les yeux des hommes, sans demander une autorisation préalable des hommes, sans trembler.

Aidasso

Mais est-ce que les agents vulgarisateurs, compte tenu des problèmes que rencontrent les femmes, ne pouvaient pas modifier

leurs programmes, leur calendrier et aménager cela pour que les femmes puissent participer ?

Kassimou Issaka Bon vous savez à ce niveau, c'est une décision politique. C'est au niveau national que la décision peut se prendre. Aucun agent vulgarisateur ne peut se lever et dire « Bon, comme les femmes n'ont souvent pas le temps de participer à nos séances, nous allons commencer à travailler les week-ends » Non ! C'est une décision politique. Et il faudrait qu'au niveau national, au niveau du pouvoir central, cette décision soit envisagée et mise en application.

Aidasso *Mais si on prenait cette décision, cela suffirait pour intégrer véritablement les femmes dans les séances de vulgarisation ?*

Kassimou Issaka Ça va énormément contribuer à les intégrer mais ça ne résout pas totalement le problème parce qu'à partir du moment où ces hommes exigent toujours qu'ils soient présents au moment où on est en train d'interroger leurs épouses, je crois qu'en dehors de ça, de cette révision de calendrier, il faut aussi envisager beaucoup d'autres choses

Aidasso *Comme quoi ?*

Kassimou Issaka Bon par exemple nous à l'époque, on avait proposé qu'on forme davantage de femmes vulgarisatrices puisque le constat est qu'il n'y en a pas au niveau national.

Studio *Mais la situation n'est pas la même dans tous les pays. Au Cameroun par exemple, il y a déjà des femmes vulgarisatrices agricoles. C'est le cas de Madame Kona Pélagie, agent de vulgarisation agricole ou AVA depuis 2001. Elle parle de son travail au micro de Charles N'Forgang à Douala.*

Kona Pelagie Moi particulièrement je suis acceptée parce que, ce que nous avons déjà fait, il y a un très grand changement par rapport à ce que j'ai déjà trouvé sur le terrain. Quand une femme nous a déjà dit lors de l'assemblée villageoise, « moi je voudrais faire un hectare de manioc », dès octobre il faut chercher à savoir si elle a commencé le défrichement. Je vais donc regarder qui a déjà réalisé quelque chose et à quelle période. Si tu as un retard par rapport à ton plan, je te signale que non... Si déjà tu devais commencer le défrichement en novembre et que nous sommes en décembre et que tu n'as pas encore commencé, tu accuses déjà un retard d'un mois et c'est dangereux. Il y a une nette amélioration, donc je peux partir d'ici maintenant, mes groupes ont déjà retenu beaucoup de choses. Cette année par exemple il y a des groupes qui sont venus

m'appeler ici que « viens voir ce que nous avons fait », ce qui montre que le message était bien passé.

Nforgang

Est-ce que vous vous limitez à dire aux paysans, vous devez faire ceci ou cela pour avoir de bons rendements ou vous les accompagner vous-même sur le terrain ?

Kona Pélagie

Moi personnellement j'ai toujours une parcelle témoin dans chaque champ. Je vais vous prendre l'exemple de l'igname, nous avons introduit le planting de l'igname. C'est à dire une nouvelle méthode : Nous leur avons appris à essayer de creuser d'abord les trous, amender les trous donc ajouter le fumier, le terreau. Tout ce que vous pouvez avoir, vous mettez dedans et vous montez les buttes. Pour faire passer ce message il a fallu que je fasse une parcelle moi-même, témoin, parce que notre objectif c'est que le paysan doit travailler moins et récolter plus. Pour lui faire comprendre que c'est possible tu fais donc comme tu veux et tu lui demandes aussi de faire comme elle a l'habitude de faire et lors de la récolte on fait la comparaison. Là elle-même elle choisit ce qui est meilleur et ce n'est plus toi qui lui demandes la prochaine fois, « Fais ceci, fais cela »..

Nforgang

Est-ce que pour vous l'encadrement des paysans est juste un moyen qui vous permet d'avoir le salaire ou une contribution à l'amélioration des conditions de vie de ces paysans ?

Kona Pélagie

Déjà l'agriculture fait partie de ma vie, pour moi c'est devenu un réflexe. Donc non seulement, c'est pour contribuer à l'amélioration du niveau de vie des paysans, c'est pour moi, je ne sais pas comment vous expliquer cela, c'est à dire je trouve que c'est un très bon moyen de lutter contre la pauvreté sur le terrain.

Nforgang

Comment êtes vous vu par vos collègues vulgarisateurs hommes ?

Kona Pélagie

Mes collègues vulgarisateurs hommes m'admirent. Beaucoup ont eu à me dire mais toi, tu crois que tu vas changer le monde, quand ! Je dis non ça c'est mon travail, si je suis ici c'est pour ça. Donc je vais te dire que mes collègues hommes m'admirent, c'est à dire malgré les conditions difficiles de vie, elle continue à aimer son travail et un travail qui n'est pas aussi facile que ça, l'agriculture.

Nforgang

Les paysans qu'ils soient femme ou homme est ce qu'ils vous acceptent ?

Kona Pélagie

Tous les paysans m'acceptent, hommes ou femmes. C'est à dire que mes paysans, ceux que moi j'encadre dans mes différentes

zones, sont admirés parce qu'il y a eu plusieurs paysans des autres villages ou zones, qui viennent demander à mes paysans de leur montrer comment faire telle ou telle autre chose.

Nforgang

Que pensez vous avoir apporté de plus aux paysans et paysannes depuis que vous faites ce travail ?

Kona Pélagie

Grâce à notre travail, elles comprennent déjà que tout le monde peut gagner de l'argent à partir de l'agriculture. Je leur ai montré que tu peux avoir deux cent buttes d'ignames par an récolter et vendre ces ignames à 100 000 Fcfa parce que j'ai eu les preuves. C'est à dire, j'ai une paysanne qui a fait 75 buttes en 2002 : elle a récolté l'ignames qu'elle a vendu à 50000 Fcfa. Elle vendait une igname à 1500Fcfa.

Nforgang

Est-ce que vous les hommes acceptent que vous veniez parler à leurs femmes, est ce que toutes les femmes vous acceptent en tant que femmes ? Est ce il n'y a pas ce petit conflit de personnes de même sexe ou de personnes de sexe opposé ?

Kona Pélagie

Pour le moment je n'ai pas ce genre de problème parce que les hommes, sans vous mentir, admirent leurs femmes. Parce que quand nous sommes sur le terrain, quand nous partons dans les champs, il y a les hommes, parce qu'ils veulent voir, ils voient l'engouement, ils ont le plaisir, le goût aussi d'être avec nous: Tellement ça se passe bien et il y a un bon rendement que la majorité des hommes qui n'étaient pas dans le groupe de femmes s'inscrivent déjà, juste parce qu'ils voient comment nous travaillons, comment ces femmes ont un bon rendement.

FEMMES ET AGRICULTURE

L'impact du Sida sur les femmes rurales

CHAPEAU :

Bien que les statistiques soient toujours difficiles à obtenir, il semblerait que de plus en plus de ménages paysans en Afrique ressentent de façon directe ou indirecte les conséquences de la pandémie du VIH-SIDA. Madame Anguiné Kamara dirige le volet SIDA du programme d'Appui aux services agricoles et aux organisations paysannes au Ministère malien de l'Agriculture à Bamako. Elle répond aux questions de Filifing Diakité.

DURÉE DE LA BANDE : 6'25

Anguiné

Comme vous le savez bien, le domaine du VIH-Sida est un domaine de développement. Bon, qui dit production ou productivité parle d'une population en bonne santé car tout le monde sait que compte tenu des facteurs de vulnérabilité de cette population et compte tenu du contexte dans lequel cette population donc vit, donc c'est une population qui est exposée à la pandémie de VIH-Sida. Ces facteurs sont entre autres, l'analphabétisme, la pauvreté, la migration et certaines pratiques traditionnelles qui favorisent la propagation du VIH-Sida. C'est pour ça que nous au niveau du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, nous accordons une importance particulière à la lutte contre cette pandémie qui menace notre production et notre productivité et le bien être de toute la population.

Diakité

Est ce que cela se justifie de mettre un accent particulier sur les femmes au niveau de l'agriculture en rapport avec le VIH ?

Anguiné

Tout à fait ! Il est vraiment nécessaire de s'appuyer sur la problématique femmes. Premièrement parce que les femmes constituent plus de 51% de la population totale au Mali et en milieu rural. Deuxièmement nous constatons une féminisation du VIH.

Diakité

Mais comment ça se manifeste concrètement, les femmes et le VIH et les productions agricoles ?

Anguiné

Bon je pense qu'il y a une forte corrélation entre femmes et VIH-Sida. Premièrement compte tenu de la situation biologique même de la femme. Donc elle est beaucoup plus exposée à cette maladie. Il y a les maternités, les grossesses... bon, il y a les I.S.T, les infections sexuellement transmissibles qui sont beaucoup

ressenties chez les femmes. Il y a les pratiques traditionnelles qui sont pratiquées chez les femmes telles que l'excision. Donc comme vous le savez en milieu rural, plus de 10, 20, 30 filles sont excisées le même jour et avec le même couteau. Donc il suffit qu'il y ait une fille qui passe la première et qui est séropositive pour que les autres, vraiment, aient beaucoup plus de risques d'être contaminées par le virus. Donc ceci justifie vraiment la vulnérabilité de la femme. Donc il y a une forte corrélation entre femme et VIH-Sida. L'autre point de vue aussi, c'est qu'en milieu rural, l'essentiel du travail champêtre repose sur la femme: elle est au début et à la fin de la production agricole. Donc ça veut dire que si elles sont malades, elles ne peuvent pas faire ce travail là. Et c'est elles qui éduquent les enfants donc si elles sont malades, elles ne peuvent pas s'occuper de l'éducation des enfants. Ce sont les femmes qui font la cuisine donc si elles sont malades, elles ne peuvent pas le faire. Vous voyez que femmes et VIH-Sida ont une forte corrélation de plusieurs manières dans notre société.

Diakité

Alors, est-ce qu'il y a des cas de figure où les femmes sont chefs de famille parce que les maris sont malades du Sida ?

Anguiné

Il y a des familles où les femmes se retrouvent chefs de ménage parce que le mari est décédé du Sida mais comme vous le dites, en milieu rural, c'est une confidentialité ... C'est quelque chose qui n'est pas vraiment ... L'information n'est pas à la portée de tout le monde, c'est des cas isolés qu'on rencontre. Donc pour le moment on n'est pas vraiment arrivé au point que vraiment les personnes vivant avec le VIH dans le secteur agricole, ou alors les personnes ayant décédé du VIH, soient vraiment une occasion pour que tout le monde, pour que l'information soit diffusée à tous les niveaux.. On peut le savoir de manière informelle mais comme je vous l'ai dit, c'est toujours la confidentialité autour de cette maladie et c'est ce qui rend difficile aussi la lutte.

Diakité

Vous avez dit que les femmes sont à tous les niveaux du processus de l'agriculture. Est-ce que cela a nécessité une attention particulière du PASAOP ?

Anguiné

Oui parce que souvent il nous arrive de faire la segmentation de l'audience, c'est à dire cibler les femmes et leur donner l'information relative au VIH-Sida et leur expliquer aussi leur vulnérabilité, surtout par rapport au lévirat et au sororat qui sont des pratiques traditionnelles culturelles chez nous au Mali. Donc nous informons les femmes de faire beaucoup attention à cette pratique là, qui souvent peut être un facteur de propagation du VIH donc nous sensibilisons beaucoup les femmes dans ce domaine.

Nous sensibilisons beaucoup les femmes aussi dans le domaine de l'excision et nous incitons beaucoup les femmes à faire beaucoup attention le lévirat, le sororat, l'excision et d'autres pratiques que nous faisons chez nous telles que le tatouage des gencives, percer les oreilles etc...

Diakité

Donc vous focalisez l'information sur la prévention des femmes au VIH ?

Anguiné

Tout à fait ! Nous, nous sommes un secteur agricole, nous ne sommes pas les spécialistes de la santé. Notre travail se limite seulement à la prévention.

Diakité

Mais souvent les femmes sont dans des situations où ce ne sont pas elles qui décident. Je veux dire qu'il faut aussi sensibiliser toute la communauté, les maris, les responsables de famille, les chefs religieux ...

Anguiné

J'ai dit que tout le monde est informé mais puisque le problème de féminisation du VIH se pose, j'ai dit que souvent il nous arrive de faire la segmentation de l'audience mais cela n'exclue pas le fait que les hommes sont aussi informés puisque au Mali 90% des transmissions sont dues à la voie sexuelle. Donc si on parle de sexualité, on parle des deux, l'homme et la femme. Donc tous les deux sont informés. Mais on met un accent particulier sur la féminisation du VIH à cause de certaines pratiques traditionnelles qui sont exécutées par les femmes.

FEMMES ET AGRICULTURE

Les revenus non agricoles constituent la première ressource des femmes rurales

CHAPEAU :

Quand on parle de revenus des femmes rurales, on pense inévitablement, et semble t il logiquement, aux revenus provenant de l'agriculture. En fait, de façon tout à fait paradoxale, ce sont les revenus non agricoles qui rapportent le plus aux femmes rurales. C'est en soi un fait intéressant car surprenant mais cela devrait également être pris en considération dans l'élaboration des politiques agricoles nationales des différents pays comme l'explique Richicatou Salé, ingénieur agronome béninoise au micro de Euloge Aidasso.

DURÉE DE LA BANDE : 4'44

Salé Tout ce que fait la femme au niveau agricole c'est pour la famille, c'est pour le mari en réalité. La femme travaille dans le champ de son mari, elle n'a qu'une petite parcelle pour elle-même et le revenu c'est pour la famille. Quand on vend le maïs du champ, quand on vend l'igname, le revenu c'est pour le mari. Alors pour ce qui concerne la femme elle-même, c'est le revenu non agricole, c'est l'activité parallèle qu'elle fait en plus de cette agriculture.

Aidasso *Mais si on doit estimer, faire un pourcentage de cette participation, est-ce que vous avez pu faire une évaluation en terme de pourcentage ?*

Salé Oui les activités non agricoles des femmes participent à plus de 80% à la formation du revenu des femmes parce qu'en réalité le revenu du ménage, comme on le pense ce n'est pas que l'homme qui l'apporte, la femme apporte le maximum. Qu'est ce que l'homme apporte ? Le maïs, le riz ...Bref, les vivres. Ce qui sera utilisé pour accompagner ce maïs, ce riz ou cette igname, c'est la femme qui l'apporte. Donc la femme participe beaucoup plus à la vie du ménage contrairement à ce que l'on pense.

Aidasso *Mais est-ce qu'elles ont facilement accès à ces crédits là ?*

Salé Oui, en réalité pour l'accès au crédit, ce n'est pas compliqué pour la femme. La femme a facilement accès au crédit. Seulement c'est l'utilisation qu'elle en fait. Parce qu'il arrive, il n'est pas rare de constater que la femme prend aussi du crédit pour aider son mari. Elle prend du crédit et elle le donne à son mari pour réaliser des activités agricoles ou des activités non appropriées à ce type de crédit là. Et donc finalement elle n'arrive pas à rembourser et elle

court à l'usure ou elle court à une autre à une autre institution de micro-finance pour pouvoir rembourser ça là. Et c'est dans ce cas là que la femme s'endette. Sinon dans la plupart des cas, la femme en un an ou en quelques mois, la femme arrive à reconstituer son capital. Avec le petit crédit, elle peut avec la marge bénéficiaire qu'elle a, elle peut constituer son capital en moins de six mois et donc théoriquement elle n'aurait plus besoin de recourir à une institution de micro-finance avant de faire le crédit. Mais comme c'est le même capital qui sert à réaliser l'activité génératrice de revenus et à nourrir le ménage, donc le capital s'effrite petitement et la femme a toujours recours aux institutions de micro-finance et donc le capital n'est pas pour autant vite reconstitué. Sinon la femme, avec le crédit, un crédit moyen de 50 000 Francs, la femme peut en six mois reconstituer le crédit.

Aidasso

Mais est-ce qu'on peut avoir une typologie des activités auxquelles servent les crédits dont bénéficient les femmes ?

Salé

En fait les activités c'est, comme je le disais, c'est des activités purement non-agricoles. C'est à ces fins que sont utilisés les crédits donc il s'agit purement de la transformation des produits agricoles: transformation du manioc en gari, transformation de l'arachide en galettes, le petit commerce – Le petit commerce ça c'est l'achat-vente des vivres : on achète le maïs, on achète l'arachide quand c'est moins cher, on stocke et après, quand ça devient un peu plus cher, on le revend. Il y a la vente de nourriture, c'est à dire les « gargoteries », on vend un peu de riz cuit, on vend de la nourriture et c'est surtout cette activité là, la vente de nourriture qui rapporte le plus parce qu'on a banalement le double, c'est à dire le bénéfice est égal au capital investi ou parfois le bénéfice dépasse le capital investi pour l'activité que constitue la vente de nourriture.

Aidasso

Mais est-ce que vous estimez que les revenus que les femmes trouvent dans les activités non agricoles, peuvent les amener à laisser tomber carrément les activités agricoles, si on leur permettait de le faire ?

Salé

Je crois sincèrement que la majorité du capital, du revenu, vraiment, de la femme, elle le tire à partir des activités non agricoles. Donc la femme peut vivre sans les activités agricoles. En fait, elle ne tire pratiquement rien des activités agricoles. Tout ce qu'elle tire de ses efforts au champ, revient à son mari ou revient à la famille. Ce n'est qu'avec les activités non agricoles qu'elle peut épargner et se donner quelques plaisirs, acheter des pagnes et donc je pense que la femme peut, en faisant des activités génératrices de revenus, autres que l'activité agricole, peut vraiment s'en sortir. Et

d'ailleurs si elle laisse les activités agricoles, elle pourrait mieux s'investir dans les activités non agricoles et mieux capitaliser et faire encore plus de bénéfice que si elle l'associait avec les activités agricoles. Parce que le temps investi aux activités agricoles sera consacré encore aux activités non agricoles et ça lui permettrait de rentabiliser plus.